

COMMUNIQUE DE PRESSE

Etude InVS sur « dioxines et incinération » : où est-elle passée ?

Appel commun pour une publication sans délai

Paris, vendredi 12 décembre 2008 - Le 30 novembre 2006, l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) présentait une simple synthèse des résultats de la vaste étude épidémiologique menée sur l'imprégnation par les dioxines des populations vivant à proximité d'incinérateurs de déchets. Cette étude visait à étudier les différences de contamination entre population exposée et non exposée aux retombées des fumées. Pourtant, depuis cette présentation, soit **depuis plus de deux ans, la publication de l'étude complète et définitive a toujours été reportée et n'a toujours pas eu lieu à ce jour.**

Un appel est lancé aujourd'hui par plusieurs associations de protection de l'environnement, dont Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre, le Cniid, Fondation sciences citoyennes, le WWF, et des représentants du corps médical (l'ASEF, la CNMSE) pour demander une publication sans délai de cette étude. Alors que la santé environnementale est, plus que jamais, au coeur des préoccupations des citoyens, le devoir d'information de la société civile se doit d'être respecté. L'appel a été adressé à la ministre en charge de la Santé, Madame Roselyne Bachelot-Narquin et au ministre en charge de l'Ecologie, Monsieur Jean-Louis Borloo.

Rappelons que début 2008, l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) mettait discrètement en ligne sur son site internet les résultats définitifs d'une autre étude sur l'incidence des cancers à proximité des incinérateurs de déchets. Ces résultats alarmants mettaient en évidence un excès de risques significatifs pour plusieurs types de cancers et revoyaient à la hausse les premiers résultats préliminaires.

L'actualité de ces derniers jours (contamination de la viande de porcs et de boeufs irlandais par des PCB, polluants proches des dioxines) vient rappeler les risques que font peser les polluants organiques persistants sur toute la chaîne alimentaire. Cet événement, très médiatisé, ne doit pas faire oublier les expositions sur le long terme et à faibles doses auxquelles sont soumises les populations tout au long de leur vie. Ces expositions chroniques sont notamment dues à des émissions fixes et continues de dioxines, dont une source industrielle est l'incinération des déchets.

Signataires de l'appel :

Agir pour l'environnement, Amis de la Terre, , CNIID (Centre national d'information indépendante sur les déchets), Ecoforum, Fondation Sciences Citoyennes, MDRGF (Mouvement pour le droit et le respect des générations futures), ASEF (Association santé environnement France), CNMSE (Coordination nationale médicale santé environnement), Serre vivante, Stop incinération Alsace/Bourgogne/Franche Comté, WWF France, AVIC (Association des victimes de l'incinérateur de Cluny), CAPEN 71 (Confédération des associations pour l'environnement et la nature de Saône et Loire), Coordination nationale pour la réduction des déchets à la source.

Pièce jointe : texte de l'Appel

Contact presse :

Sébastien Lapeyre

Directeur du Centre national d'information indépendante sur les déchets (CNIID)

01 55 78 28 65

André Cicoella

Membre fondateur de Sciences Citoyennes

06 35 57 16 82

Francis Glémet

Vice-président et porte parole de la Coordination nationale médicale santé
environnement (CNMSE)

06 81 98 21 47

Dr Pierre Souvet

Président de l'Association santé environnement France (ASEF)

06 12 23 76 56